

Élections ou actions directes?

Publié le 11 novembre 2017, dans [Tribune](#)



L'anarchiste américaine Voltairine de Cleyre jugeait que voter étouffe l'esprit de révolte

Depuis quelques années, de nouveaux partis de gauche, aussi bien Syriza en Grèce que Podemos en Espagne que Québec solidaire au Québec, prétendent qu'il faut un débouché politique aux mouvements sociaux. En Espagne, par exemple, il y aurait un « Podemos qui proteste », soit la mobilisation de la rue, et un « Podemos qui gagne », soit le parti politique des urnes. Se rejoue ici l'opposition entre parlementaristes et antiparlementaristes, qui traverse l'histoire des mouvements progressistes et révolutionnaires.

Ces partis tentent même de convaincre les anarchistes de voter. Cela en dit sans doute plus sur la faiblesse des partis que sur la force des anarchistes. Les philosophes politiques Nancy Fraser et Chantal Mouffe ont interpellé les « nouveaux » anarchistes de l'altermondialisme, de l'antiaustérité, d'Occupy et de Nuit debout. Elles leur reprochent de se mobiliser non seulement contre les institutions, mais hors des institutions, en particulier les partis progressistes (y compris le Parti démocrate aux États-Unis). Chantal Mouffe a ainsi déclaré que *« pour obtenir de véritables changements, il faut bien en passer par l'engagement dans les institutions politiques et étatiques. [...] Il n'y a pas de démocratie sans représentation, car c'est elle qui permet la constitution d'un peuple politique. [...] C'est autour du leader que se cristallise le "nous" »*.



Francis Dupuis-Déri est professeur de science politique à l'Université du Québec à Montréal. Photo: Guillaume Lamy

Une telle logique fait écho à celle de Thomas Hobbes et Friedrich Hegel, deux monarchistes pour qui la multitude atomisée trouve son unité dans le corps du roi, qui lui permettrait de penser, de parler et d'agir collectivement. Cette propagande monarchiste a été récupérée par le républicanisme, y compris socialiste. Le président ou premier ministre n'est qu'un monarque élu, appuyé par les députés qui forment une aristocratie élue.

Agir plutôt qu'élire

L'anarchiste Voltairine de Cleyre a vécu aux États-Unis de 1866 à 1912. Elle a bien expliqué sa méfiance envers les élections dans un texte intitulé « *De l'action directe* » (voir l'anthologie *D'espoir et de raison. Écrits d'une insoumise*, Lux, 2008). Elle y proposait une définition de l'action directe englobant la désobéissance aux lois, le refus de payer l'impôt pour ne pas financer des guerres, les boycottages, les manifestations et les grèves. Elle célébrait les mobilisations syndicalistes de l'Industrial Workers of the World (IWW). D'ailleurs, aucune élection ne permet d'espérer remplacer le patron ou le gérant à la tête d'une entreprise. Pourtant, des luttes syndicales sont menées, et plusieurs sont victorieuses.

Un conseiller syndical me parlait dernièrement d'une grève-surprise au Québec, lancée par quelques dizaines d'ouvriers dans le secteur de l'acier. Ces ouvriers ont tout simplement décidé de ne plus travailler, sans même attendre d'obtenir un mandat de grève, pour protester contre des erreurs importantes et répétitives lors du versement de leur salaire. La direction a très rapidement réglé le problème. Il est donc possible d'avoir une prise sur la réalité par des actions directes, sans appui de partis politiques.

Malheureusement, plusieurs cherchent à nous convaincre qu'il n'y a pas de salut politique hors des partis et du parlement. En 2012, pendant la grève étudiante, cet argument servait à persuader les grévistes d'accepter une trêve (unilatérale), le temps de laisser le Parti québécois remporter les élections. On liquidait du même coup la mémoire de toutes les victoires du mouvement étudiant survenues sans qu'il y ait d'élections.

Il y a bien d'autres exemples de succès de mobilisations sociales. Les suffragettes en Grande-Bretagne ont gagné le droit pour les femmes de voter et d'être élues, sans elles-mêmes voter... puisqu'elles n'en avaient pas le droit. C'est à force de pétitions, de manifestations — et de centaines d'incendies et d'attaques à la bombe — qu'elles ont fait plier le gouvernement. Plus récemment, lors de la « crise d'Oka », les Mohawks ont érigé des barricades et soutenu un siège militaire, sauvant ainsi leurs terres ancestrales menacées par un projet de golf. En France, quelques

agriculteurs et des anarchopunks occupent depuis des années un territoire à Notre-Dame-des-Landes, où le gouvernement veut construire un aéroport. Un référendum a même été remporté par les adeptes du projet d'aéroport. Mais la « zone à défendre » tient bon, et le blocage du projet se poursuit.

Il ne s'agit là que de quelques exemples d'actions directes victorieuses. Penser hors de l'urne électorale est aussi l'occasion de réfléchir à la notion d'efficacité et de victoire politique. Les anarchistes ont toujours souligné les vertus politiques, sociales et culturelles de l'action directe individuelle et collective. Voltairine de Cleyre rappelait ainsi l'action de 20 000 femmes à New York, qui avaient pillé de la viande dans des boucheries et l'avaient brûlée dans la rue pour protester contre l'augmentation des prix. Cette juste colère n'aurait pu s'exprimer s'il avait fallu attendre de voter, lors d'une élection. Pour les anarchistes, la liberté, l'égalité et la solidarité s'incarnent directement dans les mobilisations collectives, et protester ensemble est déjà une manière d'exister politiquement.

[Voter] détruit tout sens de l'initiative, étouffe l'esprit de révolte individuelle, apprend aux gens à se reposer sur quelqu'un d'autre afin qu'il fasse pour eux ce qu'ils devraient faire eux-mêmes. — Voltairine de Cleyre

Appel au réalisme

Or, valoriser l'action directe en soi et pour soi ne permet pas d'invalider l'argument pragmatique voulant qu'il faille à la fois manifester et voter. Selon cette logique comptable, il convient d'additionner la rue et les urnes. C'est la position de sympathisants de l'anarchisme, dont Noam Chomsky. Cette logique se prétend « réaliste », un terme toujours avancé en politique pour paraître plus crédible, et discréditer les autres.

Voltairine de Cleyre proposait quant à elle de choisir l'action directe et de rejeter « *l'action politique* », c'est-à-dire la participation aux élections. Si elle admettait que l'« *action politique* » peut parfois avoir des effets positifs, elle rappelait surtout que les « *résultats positifs obtenus occasionnellement sont annulés par les résultats négatifs* ». L'anarchiste français Sébastien Faure considérait, comme Voltairine de Cleyre, que la réponse à cette problématique « *n'est pas une addition, c'est une soustraction* ». Selon Voltairine de Cleyre, voter « *détruit tout sens de l'initiative, étouffe l'esprit de révolte individuelle, apprend aux gens à se reposer sur quelqu'un d'autre afin qu'il fasse pour eux ce qu'ils devraient faire eux-mêmes* ». Voter ne s'additionne donc pas à l'action directe ; il en est le contraire, le négatif.

Feu sur l'électoralisme

Participer aux élections n'est donc pas un moyen d'atteindre un bien, même limité, y compris pour les catégories sociales victimes de l'État, du capitalisme et du racisme, auxquelles ces anarchistes appartenaient ou s'identifiaient. En effet, une part importante des anarchistes du XIX^e siècle souffraient à la fois de la répression policière, du capitalisme et du racisme, sans oublier du patriarcat. Des anarchistes s'exilaient pour fuir la répression ou migraient par espoir de trouver de meilleures conditions de travail. Aux États-Unis, on parlait même de la « loi sur l'exclusion des anarchistes » pour désigner la loi de l'immigration qui prévoyait l'expulsion. Malgré leur infortune, ces anarchistes ne trouvaient aucun avantage dans le vote. L'anarchiste Emma Goldman, une femme

pauvre d'origine russe et juive ayant migré aux États-Unis, d'où elle sera expulsée, doutait même de la pertinence des suffragettes. Aujourd'hui, des autochtones s'identifiant à l'anarcho-indigénisme, dont le Mohawk Gerald Taiaiake Alfred, ont déclaré ne pas voter dans le système colonial canadien, préférant la démocratie directe propre à la tradition politique indigène.

Voltairine de Cleyre joignait donc sa voix à la chorale anarchiste qui répète, depuis le milieu du XIXe siècle, que voter consiste à se nommer un maître et que la députation forme une caste de privilégiés (Bakounine, Kropotkine, Faure), qu'il n'y a pas d'élection sans « *fraude, calomnie, platitude, hypocrisie, mensonge* » (Kropotkine), que l'élection donne généralement la victoire à une majorité conservatrice et réactionnaire (Goldman, Kropotkine), que l'élection « *tend à déshabiller le peuple de s'occuper lui-même directement de ses propres intérêts et qu'elle est une école de servilisme* » (Malatesta), que le système est absurde puisqu'il impose son pouvoir même sur qui ne vote pas (Bellegarrigue).

De plus, vous êtes politiquement et moralement lié à la personne pour qui vous votez. Si elle est élue, vous êtes responsable et complice de ses mauvaises décisions. En situation de guerre, par exemple, vous êtes responsable des massacres perpétrés par le gouvernement que vous avez porté au pouvoir.

C'est sans compter toutes ces heures, toute cette énergie et les millions de dollars gaspillés par les partis pour entretenir leurs équipes et mener campagne, ou l'obsolescence programmée des tonnes de matériel électoral, qui finit rapidement dans les dépotoirs.

Que réaliserait l'anarchisme, avec tant de ressources gaspillées en pure perte ?

Francis Dupuis-Déri, Professeur de science politique à l'UQAM et auteur de *L'anarchie expliquée à mon père* (avec Thomas Déri, éditions Lux, 2014).

Photo: Photographie de Voltairine de Cleyre à Philadelphie, en 1901. Domaine public.

Le Devoir, 11 novembre 2017